

006	UTBM service communication	L'Est Républicain	14 janvier 2015
		Région	halte des 3 chênes - sncf

Transports Une nouvelle mobilisation contre la fermeture de la halte des Trois Chênes à Belfort

Pour « des solutions pérennes »

Belfort. La première manifestation contre la fermeture de la halte des Trois Chênes concernant les usagers des TER Belfort-Vesoul avait eu lieu le 15 décembre dernier. Le jour même où RFF avait décidé de le faire au grand dam des salariés du secteur (Alstom, General Electric, etc.), des étudiants de l'UTBM, etc.

Cette mobilisation était censée alerter RFF, la SNCF, la Région, la préfecture, des problèmes générés aux usagers par cette décision.

Une table ronde avait ainsi été demandée par les usagers amenés par la CGT et la CFDT. Elle avait été programmée le 7 janvier. Mais les invités s'étaient fait porter pâle...

« C'est un délit »

D'où la colère renouvelée d'hier. Elle s'est traduite par un rassemblement d'usagers plus remontés que jamais.

Ils n'étaient pourtant pas venus seuls. Le déploiement de police - impressionnant - dirigé le commissaire Eric Eckel a fait dire à la foule, passablement énervée : « Ils sont presque aussi nombreux que nous ! ».

A la manœuvre, Christian Mougenot de la CGT et Olivier Kohler de la CFDT. Et face à eux, le représentant du préfet, son chef de cabinet, tente de négocier. Tout en gardant un calme qui a forcé le respect.

Tout de go, le commissaire annonce la couleur. « Vous ne pouvez pas arrêter à chaque fois les trains, d'autant



■ Les syndicats face au commissaire Eckel et au représentant du préfet à la halte des Trois Chênes. Tendu.

Photo Xavier GORAU

que cette manifestation n'a pas été autorisée. Le fait d'aller sur la voie est un délit », menace-t-il.

Pourtant face à lui, la détermination. « La prochaine fois, on ne vous préviendra pas », « ce seront des actions coups de poings, désormais, on en a arrêté pas mal des trains du temps de la grève

d'Alstom, on sait faire si on n'a plus que cette solution ».

D'autres voix syndicales s'élèvent et rappellent au directeur de cabinet que « c'est au préfet de coordonner la discussion autour d'une table » dans la mesure où « l'Etat est garant de l'arbitrage en terme de financement », lance Mazouz Benlazeri, secrétaire CGT

Cheminots.

« Nous, tout ce que nous demandons, ce sont des solutions pérennes », a encore insisté Christian Mougenot. « Il y a des solutions, il suffit de bouger la ligne d'essai d'Alstom où il ne passe qu'un train par semaine pour que ça marche », a répondu en écho Olivier

Kholer.

Au terme d'une discussion courtoise qui avait pourtant commencé sous tension, le représentant du préfet a promis de « passer le message » et, après avoir enregistré le numéro de portable de Christian Mougenot, de « donner des nouvelles sous peu ».

Elisabeth BECKER